

DE BUENOS AIRES



N°09 – Du 24 au 02 mars 2023

Zoom – En Argentine, la Banque mondiale soutient le programme de lutte contre le décrochage scolaire

Pour accompagner la volonté du gouvernement d'atténuer les effets de la pandémie sur l'éducation, la Banque mondiale a octroyé un financement d'environ 300 MUSD sur la période 2023-2026 afin de soutenir le programme gouvernemental *Progresar* dont l'objectif est de verser des bourses aux étudiants les plus vulnérables. Le programme intervient dans un contexte marqué par la dégradation des indicateurs économiques (inflation élevée, récession de 2018 à 2020) et sociaux (pauvreté urbaine à 37,3%, jusqu'à 50,9% pour les moins de 15 ans, et niveau d'indigence à 8,8% au 1^{er} semestre 2022, selon les données officielles, non mesurées en parité du pouvoir d'achat). Selon le ministère de l'Éducation, les inscriptions dans le système scolaire baissent de manière significative après 15 ans, en particulier pour les garçons et les étudiants à faible revenu, et cela malgré le fait que l'accès à l'enseignement secondaire soit en grande partie universel. Dans ce contexte, plusieurs programmes, en partie soutenus par la Banque mondiale, existent pour accompagner les individus ou ménages les plus vulnérables. Il s'agit notamment (1) de l'aide financière tout au long du parcours scolaire à travers les bourses *Progresar* et la prestation familiale AUH (*Asignación Universal por Hijo*), (2) des programmes pour attirer et retenir les étudiants dans le système éducatif (soutien à la réinscription à l'école à travers le programme *Volvé a la escuela* et au soutien scolaire à travers *Una Hora Más*), (3) du programme de prévention du décrochage scolaire (*Acompañar*), (4) du programme pour soutenir les étudiants à faible revenu dans leur accès à l'enseignement supérieur (*Sigamos Estudiando*) et (5) du programme pour fournir des équipements informatiques aux étudiants et aux écoles (*Conectar Igualdad*). Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a créé, en 2016, le secrétariat pour l'évaluation et l'information sur l'éducation (SEIE). Dans ce cadre, le programme *Aprender*, lancé en 2016, vise à évaluer le niveau d'apprentissage des élèves durant les dernières années primaire et secondaire dans les établissements publics et privés. En outre, le ministère de l'Éducation a réformé en 2020 le système intégré d'information sur l'éducation numérique (SINIDE) pour mieux suivre la trajectoire d'apprentissage des élèves et fournir des outils aux écoles, tels que des systèmes d'alerte précoce pour prévenir le décrochage scolaire. Les autorités argentines ont également établi une plateforme d'évaluation en ligne pour les enseignants. A travers l'élargissement du programme *Progresar*, le gouvernement espère notamment doubler le nombre de bénéficiaires (1,4 million en 2022 versus 560.000 en 2019), ajuster les bourses pour compenser l'inflation et trouver de nouveaux groupes prioritaires pour accéder au programme (étudiants en prison, femmes chefs de famille, afro-descendants) qui viendraient s'ajouter aux bénéficiaires actuels (étudiants issus des populations autochtones, handicapés et LGBTI+). En termes d'inclusion, le ministère de l'Éducation estime que huit étudiants boursiers sur dix seraient le premier membre de la famille à obtenir un diplôme du secondaire. Le ratio passerait à neuf étudiants boursiers sur dix à achever un cursus universitaire. La formation d'infirmière serait l'une des plus demandées par les élèves boursiers. A noter également que si 19% des étudiants affirment que la bourse *Progresar* est leur unique source de financement, 11% reconnaissent cumuler les études avec un travail rémunéré. Par ailleurs, 41% des étudiants boursiers sondés affirment utiliser la bourse pour couvrir les frais liés aux matériels éducatifs (dont les photocopies), 20% pour couvrir les frais de transport, 16% pour payer internet et 15% pour s'alimenter. A noter également que 17% des étudiants boursiers sondés affirment ne pas avoir de téléphone ce qui compliquerait les études à distance.

LE CHIFFRE À
RETENIR

300

Financement de la
Banque mondiale pour
Progresar (MUSD)

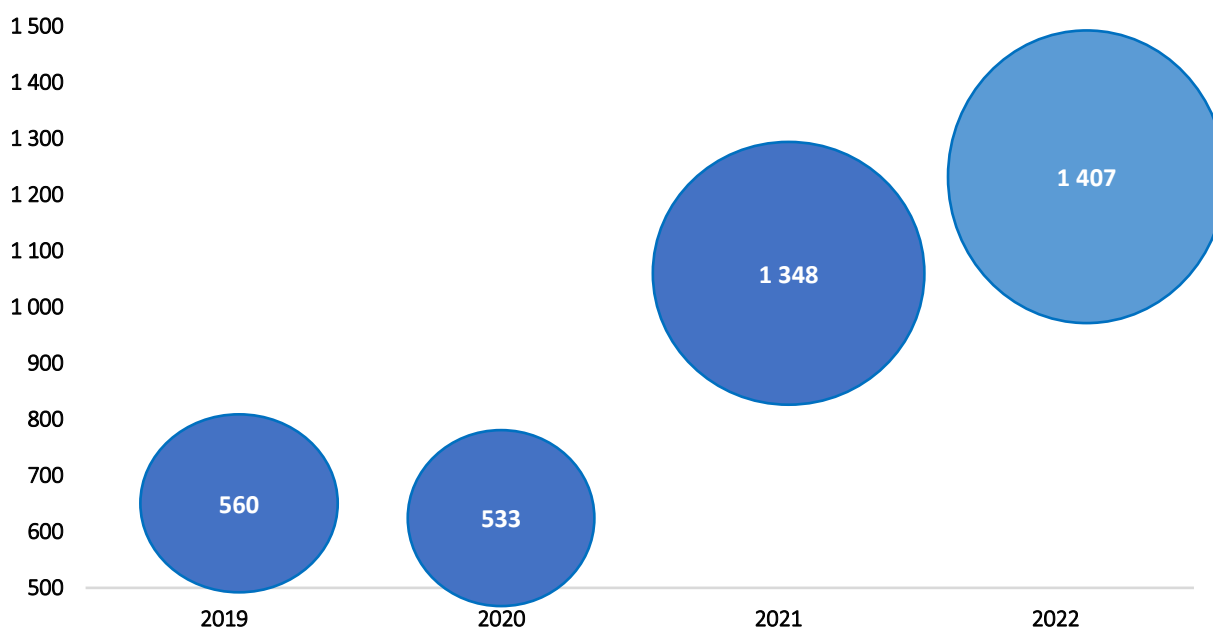
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	97,6%	5,0%	5,0%	7,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Nombre de bénéficiaires du programme Progresar (en milliers)



Sources : Banque mondiale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le gouvernement présente son projet de loi pour promouvoir le développement de la filière hydrogène en Argentine

Le gouvernement argentin a présenté un projet de loi visant à promouvoir le développement de la production d'hydrogène dans le pays. Parmi les contributeurs au texte, se trouvent les gouvernements provinciaux, les secrétariats à l'énergie et à l'industrie dépendants du ministère de l'Économie et le secrétariat aux Affaires stratégiques placé sous l'autorité directe du chef du cabinet gouvernemental équivalent au bureau du 1^{er} ministre.

Le nouveau régime de promotion, qui devrait remplacer la loi n°26.123 promulguée en 2006, a pour objectif d'encourager le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène (production, transformation, logistique et transport) ainsi que l'industrie des biens d'équipement associée, afin de favoriser l'établissement de pôles de production et de créer des emplois. Il vise également à promouvoir le développement scientifique et technologique national.

Le projet de loi prévoit d'encourager la production d'hydrogène vert, c'est-à-dire, produit à partir de ressources renouvelables, mais également bleu (à partir de combustibles fossiles avec la capture des émissions de dioxyde de carbone) et rose (produit à partir de sources d'énergie nucléaire).

Les entreprises qui participeraient à ce régime bénéficieraient du libre accès aux devises pour un montant équivalent à 50% des exportations, d'une stabilité fiscale associée au projet durant 30 ans et d'une exonération des droits à l'exportation pendant les 10 premières années.

Le gouvernement espère que la promulgation du projet de loi, prévue pour mars, encouragera les investissements dans ce secteur. Deux entreprises ont d'ores et déjà annoncé des investissements dans la production et l'exportation d'hydrogène et de ses dérivés, à savoir: 1) l'australienne Fortescue qui mène actuellement des études de faisabilité pour un projet de 8,4 Md USD dans la province de Rio Negro et, 2) l'américaine MMEX Resources, en partenariat avec l'allemande Siemens, pour un projet de 500 MUSD dans la province de Terre de Feu.

D'autres provinces de la Patagonie argentine telles que Chubut et Santa Cruz, qui disposent d'un important potentiel éolien, espèrent aussi attirer des entreprises désireuses d'investir dans ce secteur.

L'industrie argentine: une croissance sur fond de tensions économiques

En 2022, l'industrie argentine gagne en dynamisme et enregistre une croissance significative de son activité (+6,5% sur un an), d'après le centre d'étude de l'union industrielle d'Argentine (UIA).

Ce retour vigoureux est à la fois porté par la demande interne et la demande externe, favorisant la croissance des exportations (+14,7%). L'ensemble de l'économie bénéficie de cette croissance qui génère une vague de création d'emplois (+3,8%) et

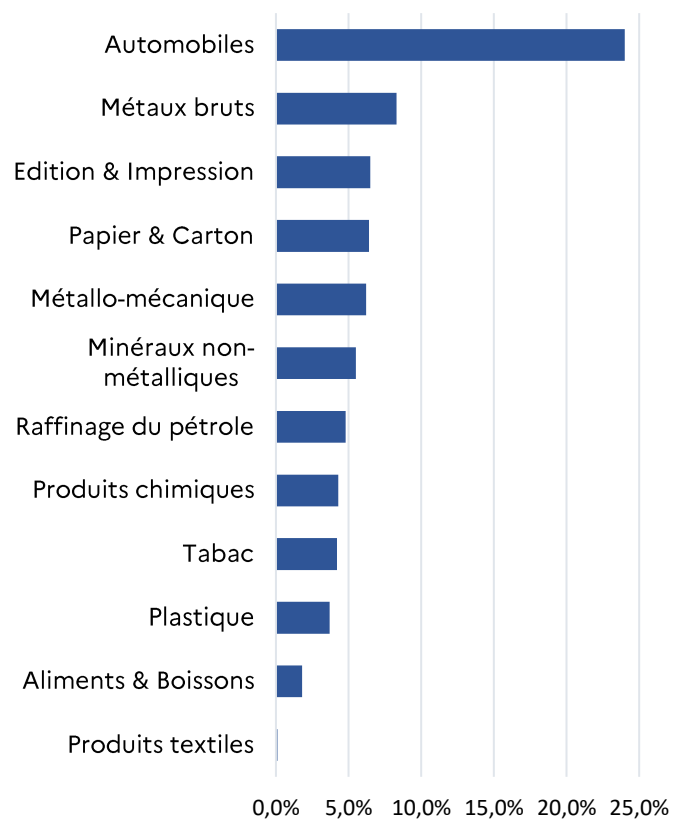
d'entreprises (+1,8% sur les trois premiers semestres). Les secteurs porteurs sont avant tout l'industrie lourde, en particulier les substances et produits chimiques (+4,5%) et le métal (+4,5%), mais aussi l'industrie des biens intermédiaires, notamment l'industrie automobile (+8,8%) ainsi que l'édition et l'impression (+4,7%).

Au-delà de ce succès, les industries pâtissent de la politique protectionniste du gouvernement argentin et du ralentissement de la croissance (prévisions à +2,0% en 2023, après +4,5% en 2022 selon le FMI). En effet, le mécanisme de contrôle des importations (SIRA), en vigueur depuis octobre 2022, pénalise aussi les produits intermédiaires destinés à la production. Les crédits bancaires accordés aux entreprises sont également en contraction (-8,9% au cours de l'année 2022) à cause notamment de la remontée du taux directeur de la Banque centrale (75%) et de la faiblesse des réserves internationales qui limite l'accès aux devises étrangères (pour importer et financer les achats à l'étranger). Ces freins à la production, dans un contexte de forte inflation (98% en janvier 2022), poussent à la baisse les anticipations des industriels. Ainsi dans l'enquête publiée par l'UIA, seules 30% des entreprises industrielles interrogées estiment que leur situation économique va s'améliorer en 2023.

La croissance de l'industrie argentine en 2022 doit également être mise en perspective par rapport au cycle économique. L'activité industrielle est inférieure à son pic de 2011 (-16,4%) tout comme le nombre d'entreprises (-10,2%). De plus, des disparités existent en fonction de la taille des entreprises. Ainsi, les petites entreprises ont vu leurs ventes baisser alors qu'à l'inverse, celles des entreprises de taille

moyenne ont augmenté. Pour l'Argentine, l'enjeu sera alors de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) afin de tendre vers une croissance plus équilibrée.

Croissance de l'industrie argentine, par secteur d'activités, en 2022



Sources : Indec, SER Buenos Aires

CHILI

Le Chili renforce son attractivité auprès des investisseurs français

Dans le cadre du plan « Investir au Chili » présenté par le gouvernement chilien en septembre 2022, composé de 28 mesures pour attirer les investissements étrangers, le ministère des Relations extérieures chilien a



annoncé la nomination d'un attaché présidentiel à l'investissement en France. Ce poste de haut-fonctionnaire rattaché directement à la présidence chilienne prendra ses fonctions en mars à Paris et aura pour mission de coordonner les actions franco-chiliennes et de faciliter et accélérer les investissements français vers le Chili.

Selon le nouvel attaché présidentiel, Cristián Sagal, la France est bien positionnée sur les travaux publics, l'économie circulaire et l'hydrogène vert, soit trois sujets identifiés comme prioritaires pour le Chili. M. Sagal souhaite se focaliser sur ces domaines d'investissement, avec l'objectif que le Chili devienne ainsi la première destination des IDE français en Amérique latine (actuellement, le Chili est le 3^e destinataire derrière le Mexique et le Brésil).

Par ailleurs, Bloomberg considère le Chili comme le pays le plus sûr pour investir en Amérique latine. Les IDE entrants ont augmenté de 12% en 2022, atteignant un total de 17,1 Md USD d'après InvestChile – notamment grâce à son potentiel en hydrogène vert et en lithium, enjeux majeurs de la transition énergétique. La nomination d'un attaché présidentiel à l'investissement en France témoigne d'une volonté commune de renforcer les liens bilatéraux et d'améliorer les conditions d'investissement des entreprises françaises au Chili.

En 2021, la France était le 10^e investisseur au Chili en termes de flux d'IDE (7^e investisseur européen derrière l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et le Luxembourg) avec 227 MUSD sur les 14,2 Md USD d'investissements au Chili. Le stock total d'IDE français au Chili serait de 1,6 Md USD (2021) selon la banque centrale chilienne ce qui positionnerait la France au 15^e rang des

investisseurs étrangers et au 7^e rang des investisseurs européens.

Entrée en vigueur de l'accord du TPP-11, un traité commercial et stratégique pour le Chili

L'accord de partenariat transpacifique (TPP-11 ou CPTPP), signé en 2018, est entré en vigueur mardi 21 février 2023 au Chili. Il lie 11 pays de la zone pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Pérou, Singapour, Nouvelle-Zélande et Vietnam) représentant 6,6% de la population et 12,2% du PIB mondiaux, et a pour objectif de faciliter le commerce régional tout en favorisant la croissance soutenable et l'intégration des chaînes de valeur.

Le TPP-11 porte sur 2.930 lignes tarifaires, correspondant à 444 produits chiliens qui pourront ainsi être exportés plus facilement, d'après la Subrei. Selon les produits, soit les frais de douanes diminueront progressivement jusqu'à disparaître, soit les barrières non-tarifaires seront assouplies, avec une hausse linéaire des quotas par exemple. Le traité bénéficiera particulièrement au secteur agro-alimentaire et forestier qui représente 23,3 Md USD et 24% des exportations chiliennes en 2022 (2^e secteur d'export après les minerais), alors que les pays du TPP-11 représentent 15% du commerce du secteur. Les producteurs chiliens espèrent notamment augmenter leurs ventes de saumon (6,8% des exports chiliens en 2022) vers les pays de la zone transpacifique, et celles de vin vers la Malaisie et le Vietnam où la demande augmente mais qui taxaient lourdement ce produit. La fructiculture chilienne pourrait également bénéficier des échanges technologiques avec l'Asie du Sud pour se moderniser.



À travers le TPP-11, le Chili confirme l'importance géopolitique croissante de la région Indopacifique, et sa continuité avec le concept d'Asie-Pacifique qui a guidé son action extérieure depuis cinq décennies. Pour la ministre des Relations extérieures Antonia Urrejola, le TPP-11 « contribuera aussi au pays depuis une perspective stratégique, compte-tenu de la conjoncture économique internationale et de notre vision de l'Asie-Pacifique comme vision stratégique ».

Si, le Chili se garde pour le moment de prendre parti entre les États-Unis – son partenaire militaire privilégié – et la Chine – son premier partenaire commercial – dans la zone indopacifique, la candidature de la Chine pour rejoindre le TPP-11 pourrait amener le Chili à se positionner sur une question géopolitique de premier plan. En effet, le TPP-11 avait été pensé pour limiter l'influence économique de la Chine dans la région, avant que les États-Unis ne s'en retirent sous Donald Trump. Signe de son attractivité, le TPP-11 a également reçu les candidatures du Costa Rica, de l'Équateur, de Taïwan et même du Royaume-Uni.

PARAGUAY

Les autorités paraguayennes poursuivent leurs efforts pour améliorer la gouvernance

En dépit des efforts du Paraguay pour améliorer la performance de son administration et des entités publiques, comme mentionnés par l'agence de notation Moody's en juillet 2022, la gestion du secteur public connaît encore de nombreuses

lacunes. Ainsi malgré l'amélioration de son classement dans l'indice d'efficacité du gouvernement (IEG), passant du 17^e au 35^e centile entre 2015 et 2020, le Paraguay reste encore mal classé par rapport aux autres pays de la région (en moyenne, 51^e centile pour les pays des Caraïbes et 53^e pour ceux d'Amérique latine). De la même manière, les lourdeurs de la bureaucratie gouvernementale était au 3^e rang des lacunes du Paraguay mentionnées dans le rapport Doing Business de 2018. A cela s'ajoutent les importants coûts liés à la faible efficacité des dépenses publiques, estimés à 3,9% du PIB, dont 1,5% du PIB provenant des achats publics et 1,1% du PIB du traitement des fonctionnaires.

Face à ces lacunes, les autorités paraguayennes poursuivent leurs efforts pour améliorer la gouvernance, avec le soutien des banques multilatérales. A ce titre, le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit une série de réformes pour transformer le secteur public avec, pour le compléter, le plan *Ñapu'ã* visant à renforcer la résilience de l'économie paraguayenne. Ces programmes gouvernementaux ont pour objectif de renforcer les institutions paraguayennes en privilégiant notamment la transparence, l'intégrité et le recours à des outils numériques. Ces programmes bénéficient du soutien de la Banque mondiale à hauteur de 775 MUSD et pourrait aussi prochainement recevoir l'appui de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Si d'aucuns craignent que ces efforts de gouvernance entrepris par le gouvernement soient pénalisés par la conjoncture peu porteuse (élections en avril, forte inflation, impacts négatifs de la sécheresse sur les pays du voisinage), les services du FMI estiment

que la bonne tenue de l'économie paraguayenne en termes de croissance (+4,3% en 2023) et de déficit public (1,5% du PIB en 2024) augmentent les marges de manœuvre pour la poursuite des réformes de gouvernance.

URUGUAY

Le commerce extérieur est particulièrement dynamique en 2022

Selon les données publiées par l'agence Uruguay XXI, l'année 2022 s'est avérée exceptionnelle pour le commerce extérieur uruguayen, porté par la hausse combinée des exportations (+17,4% sur un an, pour s'établir à 11,3 Md USD) et des importations (+22,1% sur un an, pour atteindre 10,9 Md USD). Malgré la décélération de la croissance mondiale, l'Uruguay a profité de la hausse des prix internationaux des produits agricoles qui a contribué pour 70% à l'augmentation de la valeur des biens exportés, selon une étude publiée par la CEPAL, et de la croissance de l'activité économique (+4,8% sur un an) et donc, a fortiori, de la demande locale.

Cette dynamique entraîne un surplus de la balance commerciale de 432 MUSD en 2022, en faveur de l'Uruguay.

L'Uruguay exporte essentiellement des produits agricoles, notamment de la viande bovine (25,5% des ventes à l'étranger), du soja (18,7%) et de la cellulose (9,8%). La saisonnalité de l'agriculture implique donc des variations marquées des produits exportés (-12% en décembre). Ces principaux clients sont la Chine (24,5% des ventes

uruguayennes), le Brésil (15,9%) et l'Argentine (9,2%).

Du côté des importations, l'économie uruguayenne dépend largement des achats d'automobiles et pièces détachées (13,3%), machines et outils (11,5%) et des équipements cinématographiques (8,0%). Les principaux fournisseurs sont le Brésil (23,4% des importations), la Chine (21,5%) et l'Argentine (13,0%).

Le succès enregistré en 2022 est cependant à mettre en perspective. L'absence de diversité du modèle uruguayen met en exergue la dépendance des exportations aux aléas climatiques et à l'évolution de la conjoncture internationale. En effet, l'intensité de la sécheresse actuelle entraîne déjà une perte pour le secteur agricole estimée à 1,9% de PIB à la mi-janvier. De plus, l'Uruguay est hautement dépendant des importations de certains biens stratégiques, comme les engrais chimiques. Enfin, le ralentissement de la croissance internationale pourrait impliquer une baisse de 2,0% des exportations en 2023 selon la Banque centrale.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)